

Nano Plore

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos les 30 juin 2020 et 2019





Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de NanoXplore Inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de NanoXplore Inc. et de ses filiales (collectivement, la « Société ») aux 30 juin 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états consolidés de la situation financière aux 30 juin 2020 et 2019;
- les états consolidés du résultat net et du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- les notes annexes, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Place de la Cité, Tour Cominar, 2640, boulevard Laurier, bureau 1700, Québec (Québec) Canada G1V 5C2
Tél. : +1 418 522-7001, Téléc. : +1 416 522-5663



Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.



Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;



- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

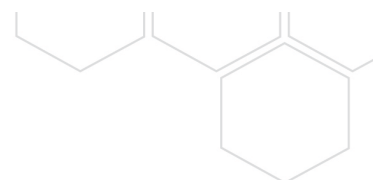
Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est François Berthiaume.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

Québec (Québec)
Le 15 octobre 2020

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A125971



États consolidés de la situation financière

Aux 30 juin (en dollars canadiens)	2020 \$	2019 \$
Actif		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 796 686	27 819 140
Créances et actifs sur contrat [Note 5]	11 202 100	15 016 481
Stocks [Note 6]	7 116 492	7 589 896
Charges payées d'avance	521 215	856 672
Dépôts de location	36 050	10 200
	52 672 543	51 292 389
Actifs non courants		
Dépôts de location	58 044	91 344
Dépôts sur équipement	1 094 164	655 465
Actifs au titre de droits d'utilisation [Note 7b]	5 878 706	5 502 111
Immobilisations corporelles [Note 7a]	49 680 575	30 575 332
Immobilisations incorporelles [Note 8a]	3 803 674	4 267 929
Goodwill [Note 8b]	460 164	460 164
Total de l'actif	113 647 870	92 844 734
Passif et capitaux propres		
Passifs courants		
Emprunts bancaires [Note 11]	2 152 568	1 339 480
Fournisseurs et charges à payer [Note 9]	11 092 750	14 712 219
Impôts sur le résultat à payer	339 744	285 433
Subventions différées	276 342	231 745
Passifs sur contrat [Note 10]	946 751	2 512 994
Partie courante de la dette à long terme [Note 11]	4 552 977	4 170 072
	19 361 132	23 251 943
Passifs non courants		
Passifs au titre des prestations déterminées [Note 12]	1 310 464	870 329
Dette à long terme [Note 11]	22 127 720	20 692 925
Débetures convertibles - Prêt [Note 11]	8 156 305	7 703 414
Passif d'impôt différé [Note 15]	1 724 987	2 230 398
Total du passif	52 680 608	54 749 009
Capitaux propres		
Capital-actions [Note 13]	84 837 145	53 445 389
Réserves [Note 13]	3 588 215	3 604 511
Débetures convertibles - Options [Note 13]	2 240 000	2 240 000
Montant cumulé des écarts de change	58 505	12 927
Déficit	(29 756 603)	(21 207 102)
Total des capitaux propres	60 967 262	38 095 725
Total du passif et des capitaux propres	113 647 870	92 844 734

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Note 1 – Nature des activités et risque de liquidité

Note 20 – Événement postérieur à la date de clôture

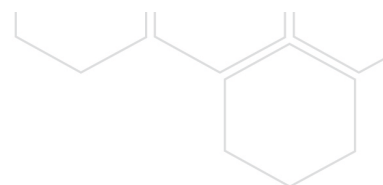
Approuvé au nom du conseil d'administration

Soroush Nazarpour

Soroush Nazarpour

Benoît Gascon

Benoît Gascon

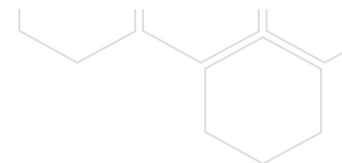


États consolidés du résultat net et du résultat global

Exercices clos les 30 juin (en dollars canadiens)	2020 \$	2019 \$
Revenus		
Revenus de client [Note 14]	62 202 328	68 700 058
Autres revenus [Note 14]	2 948 678	821 012
	65 151 006	69 521 070
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation		
Coût des marchandises vendues [Note 14]	52 312 942	57 594 615
Frais de recherche et développement [Note 14]	3 119 591	2 544 548
Frais généraux, de vente et d'administration [Note 14]	11 267 207	13 235 242
Rémunération fondée sur des actions	633 390	875 988
Amortissement des immobilisations corporelles (production)	3 243 125	2 563 856
Amortissement des immobilisations corporelles (autres)	956 715	542 885
Amortissement des immobilisations incorporelles	592 004	508 298
Perte à la cession d'équipement [Note 7]	—	738 524
Écart de change	232 796	228 969
	72 357 770	78 832 925
Résultat d'exploitation	(7 206 764)	(9 311 855)
Intérêts sur emprunt bancaire, dette à long terme et débetures convertibles	(1 434 366)	(1 657 677)
Intérêts sur obligations locatives	(371 823)	(203 915)
Revenus d'intérêts	414 331	342 698
Résultat avant impôt	(8 598 622)	(10 830 749)
Impôts sur le résultat exigibles	(187 034)	(44 789)
Impôts sur le résultat différés	512 856	272 173
	325 822	227 384
Résultat net de l'exercice	(8 272 800)	(10 603 365)
Autres éléments du résultat global		
<i>Éléments qui pourraient être reclassés en résultat net :</i>		
Écart de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères	45 578	(563)
<i>Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net :</i>		
Avantages de retraite – gains actuariels (pertes actuarielles), montant net [Note 12]	(276 701)	25 954
Résultat global de l'exercice	(8 503 923)	(10 577 974)
Résultat par action		
De base et dilué	(0,07)	(0,11)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (de base et dilué)	124 836 853	100 584 187

Compte tenu de la perte nette constatée pour les exercices, les options de conversion, les bons de souscription et les bons de souscription de courtier en cours, ainsi que les options d'achat d'actions ont été exclus du calcul du résultat dilué par action en raison de leur effet anti-dilutif.

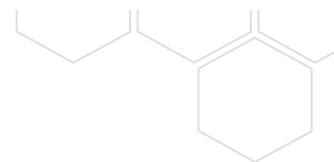
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.



États consolidés des variations des capitaux propres

(en dollars canadiens)	Nombre d'actions ordinaires	Capital- actions \$	Réserves \$	Débitures convertibles - Options \$	Montant cumulé des écarts de change \$	Déficit \$	Capitaux propres \$
Solde au 30 juin 2018	88 526 285	23 502 555	2 871 633	—	13 490	(10 629 691)	15 757 987
Résultat net de l'exercice	—	—	—	—	—	(10 603 365)	(10 603 365)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	(563)	25 954	25 391
Résultat global de l'exercice	—	—	—	—	(563)	(10 577 411)	(10 577 974)
Émission d'actions relative à l'acquisition de Sigma [Note 4]	5 091 707	8 197 648	—	—	—	—	8 197 648
Placement privé (après les coûts de transaction de 621 240 \$) [Note 13]	16 144 800	20 367 000	—	2 240 000	—	—	22 607 000
Exercice d'options [Note 13]	13 333	8 801	(2 798)	—	—	—	6 003
Exercice de bons de souscription et bons de souscription de courtier [Note 13]	1 854 034	1 369 385	(140 312)	—	—	—	1 229 073
Rémunération fondée sur des actions	—	—	875 988	—	—	—	875 988
Solde au 30 juin 2019	111 630 159	53 445 389	3 604 511	2 240 000	12 927	(21 207 102)	38 095 725
Résultat net de l'exercice	—	—	—	—	—	(8 272 800)	(8 272 800)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	45 578	(276 701)	(231 123)
Résultat global de l'exercice	—	—	—	—	45 578	(8 549 501)	(8 503 923)
Placement privé (après les coûts de transaction 700 011 \$) [Note 13]	19 230 800	24 300 029	—	—	—	—	24 300 029
Exercice de bons de souscription et bons de souscription de courtier [Note 13]	9 365 651	7 091 727	(649 686)	—	—	—	6 442 041
Rémunération fondée sur des actions	—	—	633 390	—	—	—	633 390
Solde au 30 juin 2020	140 226 610	84 837 145	3 588 215	2 240 000	58 505	(29 756 603)	60 967 262

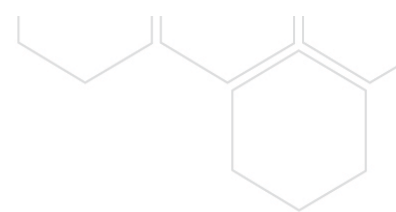
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.



Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Exercices clos les 30 juin (en dollars canadiens)	2020 \$	2019 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Résultat net de l'exercice	(8 272 800)	(10 603 365)
Éléments hors trésorerie :		
Amortissement	4 791 844	3 615 039
Rémunération fondée sur des actions	633 390	875 988
Intérêts sur obligations locatives	371 823	203 915
Intérêts théoriques sur dette à long terme et débetures convertibles	461 845	209 807
Autres charges financières	121 295	173 076
Impôts sur le résultat différés	(512 856)	(272 173)
Perte à la cession d'équipement	—	738 524
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages du personnel et les charges de l'exercice	92 737	106 920
Variation nette de la juste valeur des dérivés de couverture de change	117 464	(129 292)
Écart de change latent	(191 227)	(20 184)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation :		
Créances et actifs sur contrat	3 950 418	(1 643 955)
Stocks	554 444	(42 623)
Charges payées d'avance	349 282	(185 418)
Fournisseurs et charges à payer	(3 910 065)	3 315 751
Impôts sur le résultat à payer	37 664	65 156
Subvention différée	44 597	66 805
Passifs sur contrat	(1 570 470)	(413 174)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(2 930 615)	(3 939 203)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Placements privés	25 000 040	20 988 240
Émission de débetures convertibles	—	10 000 000
Coûts de transaction	(700 011)	(917 234)
Options, bons de souscription et bons de souscription de courtier exercés	6 442 041	1 235 076
Variation des emprunts bancaires	711 858	(3 663 003)
Émission de prêts à terme	720 355	8 300 958
Remboursement des obligations locatives	(2 087 197)	(1 486 983)
Remboursement des prêts à terme	(1 480 032)	(2 030 489)
Entrées de trésorerie liées aux activités de financement	28 607 054	32 426 565
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Variation de dépôts de location	7 450	(74 943)
Variation de dépôts sur équipement	(438 699)	1 019 479
Acquisition d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise [Note 4]	—	(7 300 496)
Remboursement du solde du prix d'achat	(538 188)	(535 792)
Cession d'équipement	—	600 000
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(106 960)	—
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(18 648 394)	(9 652 426)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(19 724 791)	(15 944 178)
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	5 951 648	12 543 184
Effet net des variations de taux de change sur la trésorerie	25 898	7 290
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	27 819 140	15 268 666
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	33 796 686	27 819 140
Intérêts payés	1 865 454	364 508
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les fournisseurs et charges à payer	535 330	958 059
Montant inclus dans les équivalents de trésorerie se compose de certificats de placement garanti portant intérêt au taux de 1,10 % et 1,19 % et ayant une durée de 60 jours.	20 000 000	—

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.



[Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en dollars canadiens]

1. NATURE DES ACTIVITÉS ET RISQUE DE LIQUIDITÉ

NanoXplore Inc., et ses filiales (collectivement, « NanoXplore » ou la « Société »), est une société de graphène, un manufacturier et un fournisseur de poudre de graphène à haut volume pour usage dans les marchés industriels. La Société fournit également des produits de composite et des produits de plastique enrichis de graphène standards et sur mesure à plusieurs clients dans les domaines du transport, de l'emballage et de l'électronique, ainsi que dans d'autres secteurs industriels. Le siège social de NanoXplore est situé au 4500 boulevard Thimens, Montréal (Québec), Canada.

NanoXplore Inc. est inscrite à la Bourse de croissance TSX sous le symbole « GRA » et ses titres se négocient également sur l'OTCQX sous le symbole « NNXPF ».

Le 21 septembre 2018, la Société a procédé à l'acquisition de toutes les actions émises et en circulation de Sigma Industries Inc. (« Sigma »). Sigma compte deux filiales actives entièrement détenues : Faroex Ltd., basée au Manitoba et René Matériaux Composites Ltée, basée au Québec. René Matériaux Composites Ltée détient une filiale active entièrement détenue : RMC Advanced Technologies Inc., basée au Tennessee (États-Unis).

Le 9 avril 2019, Rada Industries a changé son nom pour 9396-2173 Québec Inc. après avoir vendu ses principaux actifs destinés à l'exploitation (Note 7). Le 31 décembre 2019, 9396-2173 Québec Inc. a été dissoute.

Le 20 janvier 2020, NanoXplore Gmbh a été dissoute.

Pandémie de COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'épidémie de COVID-19 une pandémie mondiale et a recommandé diverses mesures de confinement et d'atténuation. Depuis, des mesures extraordinaires ont été mises en place par les autorités gouvernementales et de santé publique du monde entier pour freiner la propagation de la COVID-19, incluant des interdictions de voyager, des mesures de distanciation sociale, des quarantaines, des confinements et des réductions ou des cessations d'activité pour plusieurs entreprises non essentielles.

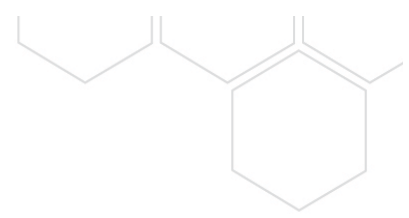
En conséquence de la pandémie mondiale de COVID-19, au milieu du mois de mars, certains des clients de la Société ont ralenti leurs activités manufacturières. S'adaptant aux activités de ses clients, NanoXplore a également mis un frein à sa production en mars. Cette suspension des activités manufacturières et l'atténuation rapide de la demande des clients ont eu un effet négatif sur les résultats financiers de la Société pendant la deuxième moitié du mois de mars et tout au long du deuxième trimestre de l'année civile 2020. Bien que l'ampleur et la durée potentielles des répercussions commerciales et économiques de la COVID-19 demeurent incertaines, un redémarrage progressif des usines de fabrication ainsi que des fonctions de soutien a commencé en mai.

La pandémie de COVID-19 a eu un effet néfaste et devrait continuer d'affecter la Société, ses résultats, ses flux de trésorerie et sa situation financière, l'étendue de ces effets ne peut cependant être quantifiée à ce stade. L'ampleur de ces impacts dépendra de divers facteurs, notamment de la possibilité d'une fermeture, des contrecoups ressentis par les clients et les fournisseurs, de la cadence à laquelle l'économie et les activités retourneront à leurs niveaux pré-pandémie, des divers décrets gouvernementaux ou confinements dus à cette vague ou aux futures vagues de COVID-19 et du potentiel de récession dans les marchés clés dû aux effets de la pandémie.

Risque de liquidité

La direction estime que la Société dispose de fonds suffisants pour respecter ses obligations, ses charges d'exploitation et les dépenses liées à des projets de développement pour les 12 prochains mois, du fait de la réalisation du placement privé de 25 000 040 \$ du 3 avril 2020 (note 13). La capacité de la Société à poursuivre ses activités de développement dépend de l'incidence de la COVID-19 et du début des activités de commercialisation des produits de graphène. En effet, les activités de commercialisation du graphène en sont au stade de développement et, par conséquent, la Société en tire de faibles revenus, ce qui l'oblige à dépendre du financement externe pour poursuivre son programme de développement si le début des activités de commercialisation s'en trouvait retardé. Les principales sources de financement de la Société ont été l'émission d'actions, la dette et l'obtention de fonds du gouvernement du Québec, par l'entremise de crédits d'impôt en recherche et développement de Technologies du développement durable Canada (« TDDC ») et du programme de Subvention salariale d'urgence du Canada.

Les états financiers consolidés de NanoXplore pour les exercices clos les 30 juin 2020 et 2019 ont été revus et approuvés et leur publication a été autorisée par le Conseil d'administration de la Société, le 15 octobre 2020.



2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada.

La Société a appliqué uniformément les méthodes comptables utilisées dans la préparation de ses états financiers consolidés conformes aux IFRS, y compris les chiffres comparatifs.

Base d'évaluation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique.

Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société, sauf indication contraire. Chaque entité de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments présentés dans les états financiers de chacune de ces entités sont comptabilisés dans cette monnaie fonctionnelle.

Base de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la Société et de ses filiales.

Les filiales sont des entités dont la Société détient le contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société est exposée, ou a droit, à des rendements variables en raison de son engagement dans l'entité et lorsqu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur les activités de celle-ci.

Les filiales sont consolidées entièrement à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle, et elles continuent d'être consolidées jusqu'à la date à laquelle survient la perte du contrôle.

La Société détient les filiales suivantes :

- NanoXplore GmbH, basée en Allemagne, avec une participation de 100 % [2019 – 100 %]. Le 20 janvier 2020, NanoXplore GmbH a été dissoute.
- 9334-7474 Québec Inc., basée au Canada, avec une participation de 100 % [2019 – 100 %]. 9334-7474 Québec Inc. détient 100 % de 9396-2173 Québec Inc. (auparavant Rada Industries Ltée, « Rada Industries »). Le 31 décembre 2019, 9396-2173 Québec Inc. a été dissoute.
- NanoXplore Switzerland Holding SA (« NanoXplore Switzerland »), basée en Suisse, avec une participation de 100 % [2019 – 100 %]. NanoXplore Switzerland détient 100 % de CEBO Injections SA (« CEBO »).
- Sigma Industries Inc., basée au Canada, avec une participation de 100 % [2019 – 100 %]. Sigma a deux filiales actives entièrement détenues: Faroex Ltd., basée au Manitoba, et René Matériaux Composites Ltée, basée au Québec. René Matériaux Composites Ltée a une filiale active entièrement détenue: RMC Advanced Technologies Inc., basée aux États-Unis.

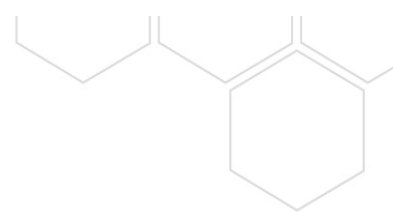
L'ensemble des soldes, des revenus et des charges résultant de transactions intragroupe de la Société sont éliminés. Les profits et pertes résultant de transactions intragroupe comptabilisés à l'actif sont également éliminés au moment de la consolidation.

Monnaie étrangère

a) Monnaie fonctionnelle et de présentation

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de NanoXplore est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle est déterminée pour chacune des entités de la Société, et les éléments inclus dans les états financiers consolidés de chaque entité sont comptabilisés dans cette monnaie fonctionnelle. Toutes les filiales utilisent le dollar canadien comme monnaie fonctionnelle, sauf NanoXplore Switzerland et CEBO, qui utilisent le franc suisse (« CHF ») et RMC Advanced Technologies Inc., qui utilise le dollar américain (« \$ US »). À chaque date de clôture, les actifs et les passifs qui sont libellés dans une monnaie étrangère sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice financier et les états du résultat net et du résultat global sont convertis en dollars canadiens au taux de change des dates de transaction. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

b) Transactions et soldes



Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires, ainsi que les revenus et les charges libellés en devises étrangères sont convertis en monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date à laquelle la transaction survient. Les profits ou pertes de change en résultant sont constatés aux états consolidés du résultat net et du résultat global.

Les profits ou pertes de change sont présentés aux états consolidés du résultat net et du résultat global sous la rubrique « Écart de change ».

Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode l'acquisition. Le coût d'acquisition correspond à la totalité de contrepartie transférée, évaluée à la juste valeur à la date de l'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise. La date de l'acquisition est la date à laquelle la Société obtient le contrôle de l'entité acquise, soit généralement la date à laquelle la contrepartie est transférée, et que la Société acquiert les actifs et reprend les passifs de l'entité acquise. Les coûts d'acquisition sont constatés en charges lorsqu'ils sont engagés et inclus dans les frais généraux, de vente et d'administration.

Une entreprise se compose d'intrants, y compris les actifs non courants, et de processus, notamment les processus opérationnels, qui, lorsqu'appliqués aux intrants ont la capacité de créer des extrants qui génèrent un rendement pour la Société et ses actionnaires. Une entreprise comprend également les actifs et les passifs qui n'ont pas nécessairement tous les intrants et processus nécessaires pour produire des extrants, mais qui peuvent être intégrés aux intrants et processus de la Société pour créer des extrants. Quand la Société acquiert un ensemble d'activités ou autres, qui n'ont pas nécessairement d'extrait déterminé, la Société se base sur d'autres facteurs pour déterminer s'il s'agit d'une acquisition d'entreprise. Elle doit notamment se demander si l'ensemble des activités ou des actifs i) ont commencé les activités principales prévues, ii) ont des employés, une propriété intellectuelle et autres intrants et processus qui peuvent être utilisés avec ces intrants, iii) suivent un plan pour produire des extrants et iv) pourront accéder à une clientèle qui achètera ses produits. Tous ces facteurs ne doivent pas nécessairement être présents pour qu'un ensemble intégré d'activités soit considéré comme une entreprise.

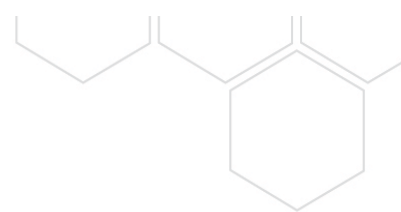
Comptabilisations des revenus

Les revenus incluent la vente de produits fabriqués, les revenus de contrats de fabrication d'outillages et les autres revenus et sont comptabilisés aux montants prévus dans les contrats de clients. Les revenus liés à la vente de produits fabriqués sont comptabilisés quand les produits sont livrés aux clients, c'est-à-dire au moment où le contrôle du produit est transféré, et quand toutes les obligations envers le client sont remplies, de sorte à ce que ce dernier soit en mesure d'accepter le produit. Les revenus liés aux contrats d'outillage sont comptabilisés en fonction de l'avancement des travaux. Un compte client est comptabilisé quand les produits sont livrés ou quand les services sont rendus, puisque c'est uniquement à ce moment que la contrepartie n'est assortie d'aucune condition, l'écoulement du temps étant la seule exigence de paiement. La Société ne prévoit pas avoir de contrats pour lesquels la période comprise entre le transfert des produits ou des services et le paiement du client excède un an. En conséquence, la Société n'ajuste pas les prix de transaction pour tenir compte de la valeur temps de l'argent. Les paiements en trésorerie reçus ou les avances exigibles à la suite d'arrangements contractuels sont comptabilisés comme revenus différés jusqu'à ce que les conditions de comptabilisation des revenus aient été remplies.

Si la Société a constaté des revenus, mais n'a pas émis de facture, le droit à contrepartie sera constaté à de titre d'actifs sur contrat au poste des créances et actifs sur contrat dans les états consolidés de la situation financière de la Société. L'actif contractuel sera transféré dans les comptes clients à l'émission de la facture, ce qui indique que le droit au paiement n'est plus assorti de conditions. Si des paiements sont reçus ou des factures sont émises à un client, avant la prestation de service, la Société comptabilisera un passif sur contrat, au poste Passifs sur contrat dans les états consolidés de la situation financière de la Société. Le passif sur contrat est transféré dans les revenus une fois que les services connexes sont réputés avoir été rendus.

Les autres revenus incluent principalement ce qui suit :

- Aide financière gouvernementale
- Crédit d'impôt lié à la Recherche scientifique et au développement expérimental



Trésorerie et équivalent de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, les dépôts auprès des banques et d'autres placements à court terme très liquides dont l'échéance initiale est de trois mois ou moins, ou qui peuvent être rachetés à tout moment sans pénalité.

Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont constatés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie provenant des actifs ont expiré ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'obligation précisée dans le contrat est libérée, annulée ou expirée.

La Société classe ses instruments financiers parmi les catégories décrites ci-après :

a) *Actifs financiers au coût amorti*

Les actifs financiers au coût amorti comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie et les comptes clients et autres créances. Les actifs financiers au coût amorti sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les actifs financiers de la Société au coût amorti sont inclus dans les actifs courants en raison de leur nature à court terme. Les actifs financiers au coût amorti sont comptabilisés initialement au montant que l'on s'attend à recevoir, diminué, si celui-ci est élevé, d'un escompte afin de ramener les actifs financiers à leur juste valeur. Par la suite, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif diminué d'une provision pour dépréciation. Pour les comptes clients, la Société applique l'approche simplifiée permise par IFRS 9, qui exige que les pertes attendues sur la durée de vie soient comptabilisées à partir de la comptabilisation initiale des créances. La Société suppose qu'il n'y a pas eu d'augmentation importante du risque de crédit pour les instruments à faible risque de crédit.

b) *Passifs financiers au coût amorti*

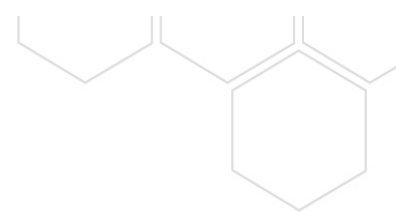
Les passifs financiers au coût amorti comprennent les emprunts bancaires, les fournisseurs et charges à payer, la débenture convertible – prêt et la dette à long terme. Les passifs financiers au coût amorti sont initialement comptabilisés au montant à payer, diminué, le cas échéant, d'un escompte afin de ramener les dettes à leur juste valeur. Par la suite, les fournisseurs et charges à payer sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils sont classés en tant que passifs courants si le paiement est exigible dans les 12 mois. Sinon, ils sont présentés comme des passifs non courants.

c) *Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net*

Une méthode de comptabilisation précise est requise pour les dérivés désignés comme instruments de couverture dans les relations de couverture de flux de trésorerie ou dans un investissement net dans des établissements à l'étranger. Pour pouvoir utiliser la comptabilité de couverture, certaines conditions strictes doivent être remplies par les instruments de couverture soit, une documentation appropriée, la probabilité d'occurrence de la transaction de couverture et l'efficacité de la couverture. Les instruments dérivés utilisés dans la comptabilité de couverture sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont par la suite comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière. Dans la mesure où la couverture est efficace, les profits ou pertes sur dérivés désignés comme instruments de couverture dans les relations de couverture de flux de trésorerie ou dans un investissement net dans des établissements à l'étranger sont comptabilisés au poste Autres éléments du résultat global dans le Montant cumulé des écarts de change. Toute inefficacité de la relation de couverture est constatée immédiatement dans les états consolidés du résultat net.

Au moment où l'élément couvert a une incidence sur le résultat net, tout profit précédemment comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est reclassé des capitaux propres aux états consolidés du résultat net et présenté comme un ajustement de reclassement dans les autres éléments du résultat global. Cependant, si un actif ou un passif non financier est comptabilisé à la suite de la transaction couverte, les profits et les pertes précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont inclus dans l'évaluation initiale de l'élément couvert. Si une transaction prévue n'est plus attendue ou si l'instrument de couverture devient inefficace, tout profit ou toute perte connexe comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est immédiatement transféré aux états consolidés du résultat net. Tous les autres instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur par le résultat net.

La Société n'a pas fourni la documentation requise concernant l'identification, la désignation et l'efficacité des contrats de change à terme conformément à la comptabilité de couverture. Par conséquent, les contrats de change à terme de la Société qui sont



utilisés pour couvrir les ventes prévues libellées en devises sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les profits ou pertes de change sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net.

La Société classe ses actifs financiers et ses passifs financiers évalués à la juste valeur en trois niveaux selon l'observabilité des données utilisées dans leur évaluation. Les contrats de change à terme dérivés sont des instruments de niveau 2 et leur juste valeur est déterminée selon les taux de change à terme à la date de clôture.

La Société dispose d'une facilité de crédit pouvant atteindre 25 millions de dollars américains lui permettant de conclure des opérations de contrats de change à terme. Ce montant couvre en partie les besoins potentiels de la Société au cours des 24 prochains mois. La Société surveillera de manière proactive la nécessité d'utiliser cette facilité selon les conditions du marché.

Stocks

Les stocks sont présentés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré ou celle du premier entré premier sorti, selon la nature des stocks. Les coûts incluent toutes les charges directement attribuables au processus de fabrication ainsi que des tranches appropriées des frais généraux de production associés selon une capacité d'exploitation normale. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires moins les coûts de transaction et les frais de vente associés. Lorsque les circonstances ayant préalablement incité la Société à déprécier les stocks en deçà de leur coût n'existent plus ou lorsqu'une hausse de la valeur de réalisation nette est manifeste, en raison de nouvelles circonstances économiques, le montant de la dépréciation est repris (c.-à-d., la reprise est limitée au montant de la dépréciation initiale) de sorte que la nouvelle valeur comptable correspond au coût ou à la valeur de réalisation nette révisée, selon le moins élevé de ces montants.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant. Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire sur la durée utile de vie estimative de l'actif, compte tenu de toute valeur résiduelle. L'amortissement se détaille comme suit :

Terrain	non amorti
Bâtiment	20 à 35 ans
Équipements de production	2 à 25 ans
Améliorations locatives	durée de la location
Matériel de laboratoire, ordinateurs, mobilier de bureau et matériel roulant	2 à 10 ans

Les valeurs résiduelles, méthodes d'amortissement et durées de vie utile des actifs sont revues annuellement et ajustées au besoin. Une immobilisation est décomptabilisée lors de sa cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur ne devrait découler de son utilisation continue. Tout profit ou perte découlant de la cession d'un actif, à savoir la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif, est comptabilisé en tant que profit ou perte aux états consolidés du résultat net et du résultat global. Lorsqu'une immobilisation est constituée d'un amalgame de composantes importantes ayant des durées de vie utile différentes, les composantes sont comptabilisées séparément sous forme d'immobilisations corporelles distinctes. Les charges engagées pour remplacer une composante d'une immobilisation corporelle qui est comptabilisée séparément, y compris les charges liées aux inspections et aux révisions majeures, sont inscrites à l'actif.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt qui sont attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif admissible sont inscrits dans le coût de cet actif, jusqu'à ce que celui-ci soit pratiquement achevé et qu'il puisse être utilisé comme prévu. Par la suite, ces coûts sont amortis sur la durée de vie utile attendue de l'actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles qui sont acquises séparément sont initialement comptabilisées au coût. Le coût des immobilisations incorporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé à la juste valeur à la date de l'acquisition. À la suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement accumulé et la dépréciation, le cas échéant. La durée de vie utile des immobilisations incorporelles est évaluée comme étant soit déterminée ou indéterminée.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont amorties selon leur durée de vie utile et font l'objet d'un test de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle peut s'être dépréciée. La période d'amortissement et la méthode d'amortissement pour les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie déterminée sont revues à chaque date de clôture. Des changements de la durée de vie utile attendue ou de la consommation des avantages économiques futurs de l'actif sont considérés comme des facteurs modifiant la période ou la méthode d'amortissement, le cas échéant, et sont traités comme des changements d'estimations comptables. La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée est constatée dans les états consolidés du résultat net et du résultat global.

Les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût et sont amorties en utilisant la méthode et les durées de vie utile suivantes :

Relation client	Linéaire	10 ans
Brevets	Linéaire	10 ans
Logiciels	Linéaire	5 et 10 ans

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie d'une acquisition par rapport à la juste valeur estimée des actifs nets identifiables acquis à la date d'acquisition. Le goodwill n'est pas assujéti à l'amortissement et sa valeur est présentée au coût moins la dépréciation accumulée. Il est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si les circonstances portent à croire qu'une dépréciation doit être constatée.

Aux fins des tests de dépréciation, un goodwill est attribué à chaque unité génératrice de trésorerie (« UGT ») qui devrait bénéficier de synergies générées par le regroupement d'entreprises. Les UGT pour lesquelles un goodwill a été attribué sont soumises à des tests de dépréciation annuellement ou plus ou plus fréquemment si les circonstances portent à croire que la valeur comptable ne pourra être recouvrée. Si la valeur la plus élevée entre la juste valeur recouvrable de la juste valeur de l'UGT moins son coût de vente et la valeur d'utilité est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est attribuée d'abord pour réduire la valeur comptable de tout goodwill attribué à l'unité puis aux autres actifs de l'unité au prorata sur la base de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Une dépréciation pour un goodwill ne peut être reprise au cours d'une période ultérieure.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers sont soumis à un test de dépréciation s'il existe une indication que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer s'il y a une dépréciation. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie indépendants des autres actifs, la Société estime la valeur recouvrable du groupe d'actifs auquel appartient l'actif.

La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Pour établir la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle, en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'actif pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

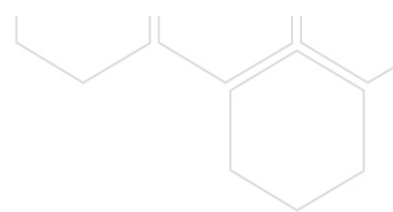
Si la valeur recouvrable estimée d'un actif ou d'un groupe d'actifs est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable est alors ramenée à sa valeur recouvrable. La dépréciation est aussitôt comptabilisée à titre d'amortissement additionnel. En cas de reprise ultérieure d'une dépréciation, la valeur comptable est augmentée à l'estimation révisée de la valeur recouvrable, mais uniquement dans la mesure où celle-ci n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune dépréciation n'avait été comptabilisée auparavant. Une reprise est comptabilisée en réduction de la charge d'amortissement de la période.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et de développement sont passés en charges dans les états du résultat net et du résultat global dans la période où elles sont engagées, à moins que certains critères soient remplis.

Une immobilisation incorporelle générée en interne résultant du développement (ou de la phase de développement d'un projet interne) doit être comptabilisée si, et seulement si, tous les éléments suivants ont été démontrés :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle;



- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle;
- la capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

À ce jour, la Société n'a comptabilisé à l'actif aucuns frais de développement.

Les frais de recherche et de développement présentés aux états consolidés du résultat net et du résultat global comprennent les coûts de production de graphène et les frais de vente et de recherche sur les propriétés du graphène. Ils incluent également les frais de consultants externes pour les activités de recherche sur le graphène, la rémunération des employés et les autres charges d'exploitation engagées dans le cadre des activités de recherche et développement.

Aide financière gouvernementale et crédit d'impôt à la recherche scientifique et développement expérimental

La Société reçoit périodiquement une aide financière dans le cadre de programmes incitatifs gouvernementaux et grâce au crédit d'impôt à la recherche scientifique et développement expérimental (« RS&DE »). L'aide financière gouvernementale et RS&DE sont comptabilisés initialement comme des subventions différées à leur juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable que les fonds seront reçus, et que la Société répondra à tous les critères associés à l'octroi des fonds. Les revenus sont constatés en tant qu'autres revenus dans les états consolidés du résultat net et du résultat global lorsqu'il existe une assurance raisonnable que les fonds seront reçus.

Contrats de location

Les contrats de location sont initialement évalués au coût puis amortis. L'évaluation initiale des coûts est déterminée par le montant de l'évaluation initiale de l'obligation locative, moins les incitatifs à la location à recevoir et les paiements de location effectués à la date de début ou avant, plus les coûts directs initiaux et les coûts de restauration. L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actuelle des paiements de location qui ne sont pas payés à la date de début, actualisés en utilisant le taux d'intérêt implicite dans le contrat de location ou, si ce taux ne peut être facilement déterminé, le taux d'emprunt marginal de la Société. La Société utilise son taux d'emprunt marginal comme taux d'actualisation. L'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et est ensuite ajusté pour tenir compte des intérêts et des paiements de location.

NanoXplore a appliqué IFRS 16 conformément à l'approche rétrospective modifiée uniquement aux contrats qui étaient auparavant identifiés comme des contrats de location. Les contrats qui n'étaient pas identifiés comme des contrats de location selon les normes précédentes n'ont pas été réévalués pour déterminer s'il existait un contrat de location. Par conséquent, la définition d'un contrat de location selon IFRS 16 n'a été appliquée qu'aux contrats conclus ou modifiés à compter du 1^{er} juillet 2018.

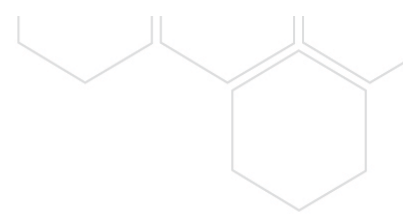
Au 30 juin 2018, la Société avait des engagements de location non résiliables de 8 954 251 \$. Sur ces engagements, environ 475 000 \$ de contrats de location à court terme et de contrats de location de faible valeur ont été comptabilisés selon la méthode linéaire en charges dans le résultat net, tel qu'autorisé lors de l'adoption d'IFRS 16. Pour les engagements de location restants, la Société a comptabilisé des actifs au titre de droits d'utilisation de 4 971 000 \$ à l'adoption d'IFRS 16 (note 7b).

Impôts

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et différé. L'impôt sur le résultat est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net et du résultat global sauf dans la mesure où il se rapporte à des éléments comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt sur le résultat est également comptabilisé directement dans les autres éléments du résultat global ou des capitaux propres, respectivement.

L'impôt sur le résultat exigible est l'impôt attendu à payer sur le revenu imposable pour l'exercice aux taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer résultant des exercices précédents.

En général, l'impôt sur le résultat différé est comptabilisé en fonction des différences temporaires survenant entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, l'impôt sur le résultat différé n'est pas comptabilisé s'il résulte de la comptabilisation initiale d'un goodwill ou de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui, au moment de l'opération, n'affecte ni le résultat net comptable ni le résultat net imposable.



L'impôt sur le résultat différé est déterminé sur une base non actualisée aux taux d'imposition et les lois adoptées ou pratiquement en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière et qui devraient s'appliquer lorsque l'actif d'impôt différé est réalisé ou que le passif est réglé. L'actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible sur lequel les différences temporaires déductibles pourront être utilisées. L'actif et le passif d'impôt différé sont présentés comme non courants.

Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation légale ou implicite actuelle résultant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour régler l'obligation et que le montant peut être estimé de façon fiable. Les provisions ne sont pas comptabilisées pour les pertes d'exploitation futures.

Lorsqu'il existe un certain nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie soit nécessaire lors du règlement est déterminée en fonction de la catégorie d'obligations dans son ensemble. Une provision est comptabilisée même si la probabilité d'une sortie à l'égard d'un élément compris dans la même catégorie d'obligations peut être faible.

Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des charges censées être nécessaires pour éteindre l'obligation à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'obligation. L'augmentation de la provision due à l'écoulement du temps est comptabilisée en charges d'intérêts.

Avantages du personnel futurs

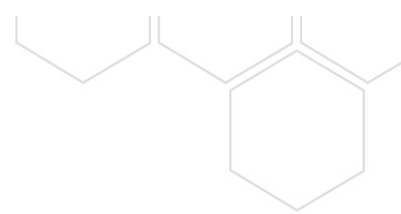
La Société offre des ententes de retraite à prestations déterminées à certains employés non canadiens. La charge de retraite nette est basée sur des calculs actuariels effectués annuellement par des actuaires indépendants à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées. Le calcul de la charge au titre des avantages du personnel repose sur des hypothèses comme le taux d'actualisation pour mesurer les obligations, la mortalité probable et la rémunération future prévue. Les résultats réels seront différents des résultats estimés d'après les hypothèses. La part acquise du coût des services passés résultant des modifications apportées au régime est immédiatement comptabilisée aux états consolidés du résultat net et du résultat global. La part non acquise est amortie sur une base linéaire sur la période résiduelle moyenne jusqu'à ce que les droits aux prestations deviennent acquis. Le passif comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées à la date de clôture diminuée de la juste valeur des actifs du régime, ainsi que des ajustements pour tenir compte du coût des services passés non comptabilisé. La valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations déterminées est calculée en actualisant les sorties de fonds futures estimatives à l'aide des taux d'intérêt des obligations de sociétés de qualité dont la durée jusqu'à l'échéance se rapproche de la durée du passif au titre des avantages de retraite connexe. L'ensemble des gains et des pertes actuariels découlant du calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations déterminées et de la juste valeur des actifs du régime sont immédiatement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et inclus aux états consolidés du résultat net et du résultat global.

Si le fonds est en déficit au sens de la loi suisse, la fondation collective, responsable de la gestion du fonds, pourrait éventuellement demander une contribution égale de l'employeur, des salariés et des retraités, ce qui crée une obligation actuarielle selon IAS 19, et ce, même si la sortie de ressources économiques n'est pas probable.

Les cotisations aux régimes de retraite à cotisations déterminées sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées, c'est-à-dire au fur et à mesure que le service lié aux employés est rendu.

Capital-actions

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts de transaction directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction du produit dans les capitaux propres de la période au cours de laquelle les actions sont émises. Le produit de la conversion des parts est réparti entre les actions et les bons de souscription émis selon le modèle d'évaluation de Black-Scholes pour déterminer la valeur des bons de souscription émis. Le solde est attribué au capital-actions.



Rémunération fondée sur des actions

La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées aux employés est comptabilisée en charges sur la période d'acquisition des droits avec une augmentation correspondante de la réserve. Une personne est considérée comme un employé lorsque la personne est un employé à des fins juridiques ou fiscales (employé direct) ou fournit des services similaires à ceux fournis par un employé direct, y compris les administrateurs de la Société. Les paiements fondés sur des actions à des non-salariés sont évalués à la juste valeur des biens ou services reçus ou à la juste valeur des instruments de capitaux propres émis, s'il est déterminé que la juste valeur des biens ou services ne peut être évaluée de manière fiable, et sont comptabilisés à la date à laquelle les produits ou services sont reçus.

La juste valeur est évaluée à la date d'attribution et comptabilisée sur la période au cours de laquelle les options d'achat d'actions sont acquises. La juste valeur des options attribuées est évaluée à l'aide du modèle d'évaluation des options Black Scholes, en prenant compte des modalités et d'attribution des options. La détermination de la juste valeur à la date d'attribution exige que la direction fasse des estimations, notamment sur le taux d'intérêt sans risque, la volatilité et la durée de vie moyenne pondérée prévue.

À chaque date clôture, le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre réel d'options d'achat d'actions qui devraient être acquises. Lors de l'exercice d'une option d'achat d'actions, tout montant lié à la valeur initiale de l'option d'achat d'actions, ainsi que le produit de l'exercice, sont reclassés de la réserve au capital-actions.

Résultat par action

Le résultat de base par action est fondé sur le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de la Société au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action reflète la dilution potentielle des équivalents d'actions ordinaires, comme les options d'achat d'actions en cours et les débetures convertibles en circulation, dans le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, s'ils sont dilutifs.

Estimations et jugements importants de la direction dans l'application des méthodes comptables

Voici les jugements importants de la direction utilisés dans l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'incidence la plus importante sur les états financiers consolidés.

À plusieurs reprises lors de la préparation des états financiers consolidés, la direction pose des jugements, fait des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des revenus et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues continuellement. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées et dans toute période future affectée.

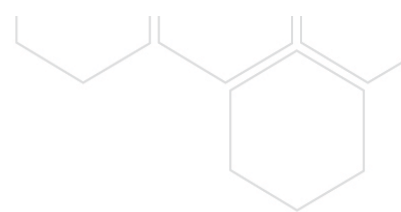
Les informations sur les jugements, estimations et hypothèses importants qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges sont présentées ci-dessous.

a) *Aide financière gouvernementale et RS&DE*

L'aide financière gouvernementale est comptabilisée comme autre revenu de l'exercice au cours duquel les coûts sont engagés, à condition que la Société soit raisonnablement certaine, selon le jugement de la direction, que l'aide gouvernementale sera reçue. L'aide financière gouvernementale doit être examinée et approuvée par l'administration fiscale et il est possible que les montants accordés diffèrent des montants enregistrés par la direction. Dans les cas où il serait raisonnable de croire que certains montants perçus devraient être remboursés, une provision est constituée.

b) *Regroupement d'entreprises*

L'évaluation des actifs et passifs identifiables dans le cadre de l'acquisition d'une entreprise implique des éléments des états de la situation financière de la société acquise, ainsi que des éléments qui n'ont pas été comptabilisés dans les états de la situation financière de la société acquise, tels que les relations client, qui devraient être évalués à la juste valeur. Dans des circonstances normales, étant donné que les prix du marché ne sont pas toujours disponibles pour les actifs et passifs à évaluer, différentes méthodes d'évaluation doivent être utilisées. Ces méthodes d'évaluation reposent sur un certain nombre d'hypothèses. Tous les éléments des états de la situation financière acquis lors d'un regroupement d'entreprises font donc l'objet d'estimations et de jugements. Veuillez vous reporter à la note 4 pour plus de détails sur les estimations faites pour le regroupement d'entreprises le plus récent.



c) *Dépréciation d'immobilisations corporelles et incorporelles et du goodwill*

Une perte de valeur est comptabilisée pour l'excédent de l'actif ou de l'UGT sur sa valeur recouvrable. Pour déterminer la valeur recouvrable, la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de chaque actif ou UGT et détermine un taux d'intérêt approprié afin de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Dans le processus de mesure des flux de trésorerie futurs attendus, la direction formule des hypothèses sur les bénéfices bruts futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent varier et entraîner des ajustements importants des actifs de la Société au cours des prochains exercices. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation implique l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et de l'ajustement approprié aux facteurs de risque propres à l'actif.

d) *Comptabilisation des revenus sur les contrats d'outillages distincts*

Les prix des contrats d'outillage sont généralement fixes; cependant, les changements de prix, les demandes de modification et les annulations de programmes peuvent avoir une incidence sur le montant final des produits comptabilisés à l'égard d'un contrat. Les produits sont comptabilisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, lesquels sont calculés en utilisant les coûts engagés à ce jour et le total des coûts estimatifs du contrat. Les coûts du contrat sont estimés au moment de la signature du contrat et sont revus à chaque fin de période. Des ajustements aux estimations initiales des coûts totaux du contrat sont souvent nécessaires au fur et à mesure que les travaux visés par le contrat progressent et que l'expérience est acquise, même si la portée des travaux visés par le contrat peut ne pas changer. Lorsque les estimations actuelles du produit total du contrat et du coût total du contrat indiquent une perte, une provision pour la perte totale du contrat est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la perte est déterminée. Les facteurs pris en compte pour arriver à la perte prévue sur un contrat comprennent, entre autres, les dépassements de coûts, les coûts non remboursables, les demandes de modification et les changements de prix potentiels.

e) *COVID-19*

L'incidence de la pandémie de la COVID-19 sur nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 30 juin 2020 a été limitée. Bien que l'incidence à long terme de la pandémie mondiale de la COVID-19 ne puisse être entièrement déterminée ou quantifiée pour le moment, nous prévoyons qu'elle aura probablement des répercussions sur nos activités et nos résultats futurs. Les estimations et les hypothèses sur les événements futurs et leurs effets ne peuvent être déterminées avec certitude et nécessitent donc l'exercice d'un jugement. À la date de publication des présents états financiers consolidés, la Société n'a connaissance d'aucun événement ou circonstance précis qui l'obligerait à mettre à jour ses estimations, hypothèses et jugements ou à réviser la valeur comptable de ses actifs ou passifs. Ces estimations peuvent changer au fur et à mesure que de nouveaux événements se produisent et que des informations complémentaires sont obtenues et sont comptabilisées dans les états financiers consolidés dès qu'ils sont connus.

3. NOUVELLES NORMES COMPTABLES ADOPTÉES AU COURS DE L'EXERCICE ET PUBLIÉES, MAIS PAS ENCORE ENTRÉE EN VIGUEUR

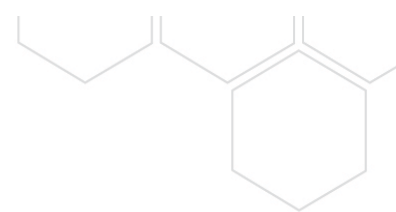
Les normes et les modifications aux normes existantes suivantes ont été publiées et leur adoption est obligatoire pour les périodes comptables futures.

IFRIC 23 – Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, le Comité d'interprétation des IFRS de l'IASB a publié IFRIC 23 *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (IFRIC 23). L'interprétation fournit des indications sur la comptabilisation des passifs et actifs d'impôts exigibles et différés dans des circonstances où il existe une incertitude quant aux traitements fiscaux. L'interprétation est en vigueur pour la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2019. Cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

IAS 1 – Présentation des états financiers

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié des modifications à IAS 1 *Présentation des états financiers* afin de préciser les exigences de classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants. Plus précisément, les modifications indiquent que les conditions qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière sont celles qui seront utilisées pour déterminer s'il existe un droit de différer le règlement d'un passif. Les attentes de la direction concernant les événements postérieurs à la date de clôture, par exemple sur le non-respect d'une clause restrictive ou la survenance d'un règlement anticipé, ne sont pas pertinentes; et les modifications précisent quelles situations sont considérées comme un règlement de passif. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence, le cas échéant, sur la Société.



Cadre conceptuel dans les normes IFRS

La modification remplace les références au Cadre conceptuel de l'information financière de 2001 par des références au Cadre conceptuel de l'information financière de 2018 afin de déterminer ce qui constitue un actif ou un passif dans un regroupement d'entreprises, ajoute une nouvelle exception selon laquelle, dans le cas de certains actifs et passifs éventuels, IAS 37 ou IFRIC 21 devrait être appliquée, et non le Cadre conceptuel de 2018, et précise également qu'un acquéreur ne doit pas comptabiliser d'actifs éventuels à la date d'acquisition. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence, le cas échéant, sur la Société.

IAS 37 – Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Les modifications fournissent des indications supplémentaires sur les contrats déficitaires; elles clarifient le sens de l'expression « coût d'exécution d'un contrat » et précise qu'avant qu'une provision distincte pour un contrat déficitaire ne soit établie, une entité doit comptabiliser toute perte de valeur survenue sur les actifs utilisés pour exécuter le contrat, plutôt que sur les actifs dédiés à ce contrat. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence, le cas échéant, sur la Société.

IAS 16 – Immobilisations corporelles

La modification à la définition du produit avant l'utilisation prévue interdit à une entité de déduire du coût d'une immobilisation corporelle tout produit reçu de la vente d'articles produits pendant que l'entité prépare l'actif pour son utilisation prévue (par exemple, le produit de la vente d'échantillons produits lors du test d'une machine pour voir si elle fonctionne correctement). Elle précise également qu'une entité « teste le bon fonctionnement de l'immobilisation corporelle » lorsqu'elle évalue la performance technique et physique de l'actif, et ajoute l'exigence de certaines informations à fournir connexes. Les nouvelles directives entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. La direction n'a pas encore déterminé l'incidence, le cas échéant, sur la Société.

4. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

ACQUISITION DE SIGMA INDUSTRIES INC.

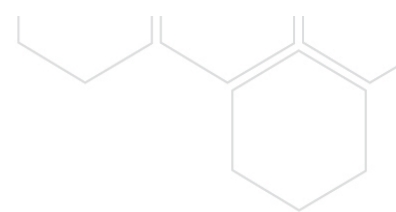
Le 21 septembre 2018, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Sigma pour une contrepartie totale de 8 793 581 \$ réglée au moyen de l'émission de 4 579 988 actions ordinaires aux actionnaires de Sigma et a acquis la totalité des débetures en circulation de Sigma pour un montant total de 9 993 500 \$ dont 9 011 000 \$ ont été réglés en trésorerie et 982 500 \$ au moyen de l'émission de 511 719 actions ordinaires aux détenteurs des débetures de Sigma. Le ratio d'échange ayant servi à établir la contrepartie est basé sur un prix fixe; chaque action ordinaire de Sigma a été échangée contre 0,39 action ordinaire de NanoXplore. La valeur d'une action ordinaire de Sigma a été établie à 0,75 \$ et la valeur d'une action ordinaire de NanoXplore a été établie à 1,92 \$. Cette acquisition a été conclue dans l'optique d'introduire des produits enrichis de graphène dans les produits de Sigma.

Établie en fonction du cours (TSX-V) des actions de NanoXplore à la date d'acquisition de 1,61 \$, la juste valeur de la contrepartie totale versée s'établit à 17 208 648 \$ et se détaille comme suit :

	Nombre d'actions	Juste valeur des actions \$	Réglé en trésorerie \$	Contrepartie totale \$
Contrepartie totale :				
La totalité des actions en circulation de Sigma	4 579 988	7 373 780	–	7 373 780
La totalité des débetures en circulation de Sigma	511 719	823 868	9 011 000	9 834 868
Total	5 091 707	8 197 648	9 011 000	17 208 648

Cette transaction a été financée à même la trésorerie disponible de la Société.

Sigma est une société manufacturière spécialisée dans la fabrication de pièces de composite, compte trois filiales actives entièrement détenues et emploie 275 personnes. Elle exerce ses activités dans les marchés des camions lourds, des autobus, du transport public et de la machinerie et dans le secteur éolien. Sigma vend ses produits à des équipementiers et des distributeurs aux États-Unis, au Canada et en Europe.



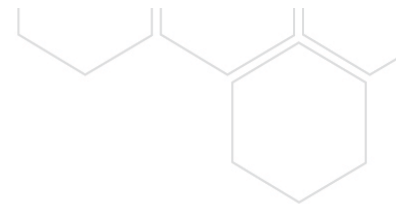
Cette transaction est considérée comme un regroupement d'entreprises et a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition selon la norme IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*. Le coût total d'acquisition a été réparti entre les actifs acquis et les passifs repris en fonction de la juste valeur de la contrepartie totale à la date de clôture de la transaction.

	<u>\$</u>
Actifs nets identifiables acquis :	
Trésorerie	1 710 504
Créances et actifs sur contrat	10 495 837
Stocks	5 994 701
Charges payées d'avance	342 324
Actifs au titre de droits d'utilisation [Note 7b]	731 083
Actif d'impôt différé	859 000
Immobilisations corporelles [Note 7a]	17 650 161
Dépôts sur équipement	1 674 944
Immobilisations incorporelles [Note 8a]	4 405 673
	<u>43 864 227</u>
Emprunts bancaires	3 663 003
Fournisseurs et charges à payer	8 137 899
Passifs sur contrat	2 779 946
Passif d'impôt différé	2 613 057
Obligations locatives	731 083
Dettes à long terme	9 190 755
	<u>27 115 743</u>
Total des actifs nets identifiables	16 748 484
Goodwill résultant de l'acquisition	460 164
Contrepartie totale	<u>17 208 648</u>
Les mouvements de trésorerie lors de l'acquisition sont les suivants :	
Contrepartie payée en trésorerie	9 011 000
Moins : trésorerie acquise	1 710 504
Flux de trésorerie nets résultant de l'acquisition	<u>7 300 496</u>

Le goodwill résultant de la transaction est principalement attribuable aux synergies attendues suite au regroupement, à l'élargissement de l'offre de service de la Société et sa couverture géographique. Le goodwill résultant de l'acquisition n'est pas déductible aux fins d'imposition.

Les coûts de transaction de 174 140 \$ ont été passés en charges et figurent parmi les frais généraux, frais de vente et frais d'administration.

Les actifs et passifs de Sigma sont inclus dans les états consolidés de la situation financière au 30 juin 2019 et les résultats opérationnels sont reflétés dans les états consolidés du résultat net de la Société depuis le 21 septembre 2018. Entre la date d'acquisition et la date de fin d'exercice, le 30 juin 2019, les revenus de 59 454 752 \$ et le résultat net de 595 815 \$ ont été comptabilisés dans les états consolidés du résultat net et du résultat global. Si le regroupement d'entreprises avait eu lieu au début de l'exercice 2019, les revenus de Sigma auraient atteint 74 558 239 \$ et le résultat net aurait été de 1 007 401 \$ et les revenus totaux de la Société ainsi que sa perte nette se seraient chiffrés respectivement à 84 624 557 \$ et 10 191 779 \$ dans les états consolidés du résultat net et du résultat global.



5. CRÉANCES ET ACTIFS SUR CONTRAT

	2020	2019
	\$	\$
Comptes clients	7 670 796	13 900 919
Moins : provision pour créances douteuses	(377 742)	(43 223)
	7 293 054	13 857 696
Actifs sur contrat (Note 10)	2 242 245	315 987
Autres créances	1 666 801	842 798
	11 202 100	15 016 481

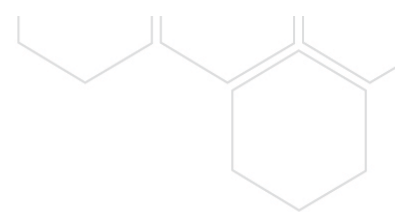
Tous les comptes clients de la Société sont courants. La Société revoit tous les montants à chaque période pour déterminer s'il existe un indice de dépréciation et les montants dépréciés seront portés à la provision pour créances douteuses. La quasi-totalité des comptes clients n'est pas en souffrance, sauf des montants de 99 640 \$ et 805 913 \$ [2019 – 57 844 \$ et 214 225 \$] qui sont impayés, respectivement, pour des périodes de 91 à 120 jours et de plus de 120 jours.

La plupart des comptes clients sont donnés en nantissement des facilités de crédit (Note 11).

6. STOCKS

	2020	2019
	\$	\$
Matières premières et consommables	4 497 252	3 921 389
Travaux en cours	1 011 081	1 596 834
Produits finis	1 608 159	2 071 673
	7 116 492	7 589 896

La Société s'attend à récupérer intégralement ce montant au cours du prochain exercice. La plupart des stocks sont donnés en nantissement des facilités de crédit (note 11). Le coût de la dépréciation des stocks comptabilisé à titre de charge et inclus dans le coût des marchandises vendues pour l'exercice clos le 30 juin 2020 est de 482 383 \$ [2019 – néant], car la valeur de réalisation nette est inférieure au coût.



7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

a) Immobilisations corporelles

	Terrain et bâtiment	Équipements de production	Améliorations locatives	Matériel de laboratoire, ordinateurs, mobilier de bureau et matériel roulant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} juillet 2018	1 430 062	4 663 345	29 369	365 244	6 488 020
Acquisitions	3 184 785	6 404 014	3 300	239 633	9 831 732
Acquisitions dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	8 542 500	8 949 482	–	158 179	17 650 161
Cessions	–	(1 330 641)	(640)	(7 243)	(1 338 524)
Amortissement	(105 555)	(1 901 780)	(7 876)	(154 661)	(2 169 872)
Effet des écarts de change	–	106 945	–	6 870	113 815
Solde au 30 juin 2019	13 051 792	16 891 365	24 153	608 022	30 575 332
Acquisitions	490 340	18 521 113	2 004 565	914,003	21 930 021
Cessions	–	(12 377)	–	–	(12 377)
Amortissement	(546 577)	(2 178 927)	(79 334)	(252 682)	(3 057 520)
Effet des écarts de change	110 627	126 025	–	8,467	245 119
Solde au 30 juin 2020	13 106 182	33 347 199	1 949 384	1 277 810	49 680 575
Au 30 juin 2020					
Coût	13 773 000	37 773 362	2,085 634	1 869 645	55 612 268
Amortissement accumulé	(777 445)	(4 426 163)	(136 250)	(591 835)	(5 931 693)
Valeur comptable nette	13 106 182	33 347 199	1 949 384	1 277 810	49 680 575
Au 30 juin 2019					
Coût	13 282 660	19 138 601	81 069	947 175	33 449 505
Amortissement accumulé	(230 868)	(2 247 236)	(56 916)	(339 153)	(2 874 173)
Valeur comptable nette	13 051 792	16 891 365	24 153	608 022	30 575 332

La plupart des immobilisations corporelles sont données en garantie des facilités de crédit (Note 11).

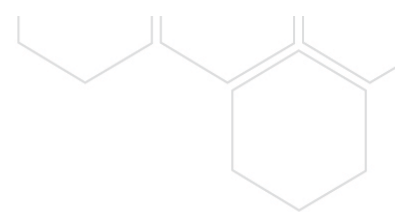
La valeur comptable nette des équipements de production et du matériel roulant détenus en vertu de contrats de location au 30 juin 2020 était respectivement de 5 233 344 \$ et de 55 647 \$ [2019 – 3 523 713 \$ et 139 609 \$]. Les acquisitions d'équipements de production visés par des contrats de location au cours de l'exercice clos se sont élevées à 2 746 297 \$ [2019 – 2 601 808 \$]. Les actifs loués sont donnés en garantie de l'obligation locative connexe.

Au 30 juin 2020, des montants respectifs de 2 219 215 \$, 18 963 271 \$ et 335 815 \$ étaient comptabilisés au titre de bâtiments, d'équipements de production et d'ordinateurs qui n'étaient pas encore utilisables et qui n'avaient pas commencé à être amortis [2019 – 2 476 948 \$, 3 362 135 \$ et 105 362 \$].

Pour l'exercice clos le 30 juin 2020, des coûts d'emprunt de 756 225 \$ avaient été inscrits à l'actif au titre des équipements de production [néant en 2019]. Un taux de 13,1 % a été utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif.

Vente des principaux actifs de Rada

Le 8 avril 2019, la Société a pris la décision stratégique de vendre les principaux actifs d'exploitation de Rada Industries Ltée pour un montant de 800 000 \$, incluant 200 000 \$ pour la vente des stocks, ce qui a résulté en une perte à la cession d'équipement de 738 724 \$. La Société a remboursé à la même date le prêt d'Investissement Québec d'un montant de 792 644 \$. La décision de la Société s'appuie sur le fait qu'elle souhaite se concentrer sur des produits de graphène à valeur ajoutée et des produits de plastique enrichis de graphène.



b) Actifs au titre de droits d'utilisation

	2020 \$	2019 \$
Solde au 1^{er} juillet	5 502 111	–
Adoption d'IFRS 16	–	4 971 000
Acquisitions	2 286 406	738 631
Acquisition dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	–	731 083
Cessions	(816 841)	–
Amortissement	(1 142 320)	(936 869)
Effet des écarts de change	49 350	(1 734)
Solde au 30 juin	5 878 706	5 502 111
Au 30 juin		
Coût	7 654 920	6 440 714
Amortissement accumulé	(1 776 214)	(938 603)
Valeur comptable nette	5 878 706	5 502 111

La plupart des actifs au titre de droits d'utilisation sont des terrains et bâtiments.

8. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

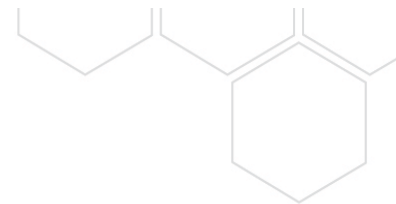
a) Immobilisations incorporelles

	2020			2019		
	Relation client \$	Brevets et logiciels \$	Total \$	Relation client \$	Brevets et logiciels \$	Total \$
Solde au 1^{er} juillet	4 174 937	92 992	4 267 929	338 260	–	338 260
Acquisition dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	–	–	–	4 260 000	145 673	4 405 673
Acquisitions	–	106 960	106 960	–	–	–
Amortissement	(524 515)	(67 489)	(592 004)	(455 617)	(52 681)	(508 298)
Effet des écarts de change	20 789	–	20 789	32 294	–	32 294
Solde au 30 juin	3 671 211	132 463	3 803 674	4 174 937	92 992	4 267 929
Au 30 juin						
Coût	4 688 928	252 633	4 941 561	4 668 139	145 673	4 813 812
Amortissement accumulé	(1 017 717)	(120 170)	(1 137 887)	(493 202)	(52 681)	(545 883)
Valeur comptable nette	3 671 211	132 463	3 803 674	4 174 937	92 992	4 267 929

b) Goodwill

	2020 \$	2019 \$
Solde au 1^{er} juillet	460 164	–
Acquisition dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	–	460 164
Solde au 30 juin	460 164	460 164

Pour les tests de dépréciation, la valeur comptable du goodwill a été affectée à l'unité génératrice de trésorerie Sigma. La valeur recouvrable a été déterminée en fonction de sa valeur d'utilité, qui a été calculée à partir des prévisions de flux de trésorerie avant impôt tirées des budgets approuvés par le Conseil pour le prochain exercice. Les prévisions reflétaient l'expérience passée. Aucun changement raisonnablement possible de l'une de ces hypothèses n'entraînerait une valeur comptable supérieure à la valeur recouvrable. Aucune perte de valeur n'a été enregistrée au cours des exercices clos les 30 juin 2020 et 2019.



9. FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	2020 \$	2019 \$
Dettes fournisseurs	6 125 067	7 908 024
Charges à payer	2 227 398	3 133 198
Portion courante du solde du prix d'achat	–	523 292
Contrats de change à terme [Note 17]	211 373	93 909
Remises gouvernementales à payer	2 528 912	3 053 796
	11 092 750	14 712 219

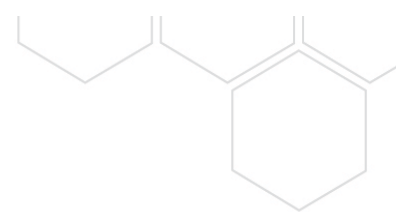
10. ACTIFS ET PASSIFS SUR CONTRAT

Les actifs et passifs sur contrat sont liés à des contrats de fabrication d'outillage avec les clients.

	2020 \$	2019 \$
Solde au 1^{er} juillet	2 197 007	(299 858)
Acquisition dans le cadre d'un regroupement d'entreprises [Note 4]	–	2 779 946
Montant du solde d'ouverture comptabilisé dans les revenus au cours de l'exercice	(7 875 185)	(4 287 877)
Avance en trésorerie reçue au cours de l'exercice	4 382 684	4 004 796
Solde au 30 juin	(1 295 494)	2 197 007
Actif sur contrat [Note 5]	(2 242 245)	(315 987)
Passif sur contrat	946 751	2 512 994

11. FACILITÉS DE CRÉDIT

	Échéance	Taux d'intérêt effectif %	2020 \$	2019 \$
Emprunts bancaires, taux fixe et variable				
– Montant autorisé de 9 845 470 \$	2020	3,0 % à 4,3 %	2 152 568	1 339 480
Débetures convertibles – Prêt [Note 13a]	Décembre 2023	13,1 %	8 156 305	7 703 414
Dette à long terme				
Prêts à terme, taux fixe et variable	2021 à 2028	4,0 % à 10,0 %	15 544 822	16 080 096
Obligations locatives	2020 à 2030	0,6 % à 5,5 %	11 135 875	8 782 901
			36 989 570	33 905 891
Moins : portion courante de l'emprunt bancaire			2 152 568	1 339 480
Moins : portion courante de la dette à long terme			4 552 977	4 170 072
			30 284 025	28 396 339



a) Emprunts bancaires

La Société a des lignes de crédit auprès des deux banques suivantes :

- **Banque Nationale du Canada :**

Une ligne de crédit maximale autorisée de 7 875 000 \$, assujettie au calcul du pouvoir d'emprunt qui est fonction des comptes clients et des soldes de stocks admissibles. La facilité porte un intérêt au taux préférentiel canadien plus 0,55 %. La Société a également une ligne de crédit bancaire autorisée de 500 000 \$ US [683 050 \$], portant intérêt au taux préférentiel américain plus 0,55 %. Une hypothèque mobilière sur les comptes clients, les stocks et tous les actifs présents et futurs, corporels et incorporels a été donnée en garantie. Ces facilités de crédit sont renouvelables annuellement et viennent à échéance en novembre 2020. En vertu de ces accords, la Société s'est engagée à respecter certaines conditions et certains ratios financiers. Au 30 juin 2020, un montant de 1 000 000 \$ au titre des facilités était utilisé, et l'ensemble des conditions et ratios financiers étaient respectés [2019 – néant].

- **Banque Cantonale Vaudoise :**

La Société dispose d'un accord l'autorisant à une ligne de crédit maximale de 1 000 000 CHF [1 440 710 \$]. La facilité de crédit a été renouvelée le 30 juin 2020 et le 30 septembre 2020 pour une durée de trois mois chacune. La ligne de crédit porte intérêt à 3,75 %. Une cession générale des débiteurs a été donnée en garantie. Dans le cadre de cet accord, la Société s'est engagée à respecter certaines conditions et certains ratios financiers. Au 30 juin 2020, la Société avait prélevé 800 000 CHF [1 152 568 \$] au titre de cette facilité de crédit et toutes les clauses restrictives applicables étaient respectées [2019 – 1 000 000 CHF [1 339 480 \$]].

b) Dette à long terme

Plusieurs hypothèques mobilières sur des actifs précis de la Société et de ses filiales et sur l'universalité des immobilisations corporelles et incorporelles actuelles et futures de la Société ont été données en garantie de ces prêts à terme et facilités de crédit.

Compte tenu de l'incidence de la COVID-19, les institutions financières ont accordé à la Société des moratoires allant de périodes de trois à six mois à compter de mars 2020 pour les versements en capital, et dans certains cas pour les intérêts.

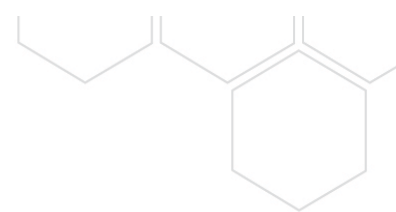
PRÊTS À TERME

En vertu de ces accords, la Société a accepté de respecter certaines conditions et certains ratios financiers. Aux 30 juin 2020 et 2019, l'ensemble des conditions et ratios financiers étaient respectés, à l'exception du ratio de couverture du service de la dette (CSD) sur l'un des prêts à terme. Les lettres de l'institution qui renoncent au respect de la clause CSD pour les exercices clos les 30 juin 2020 et 2019 ont été obtenues le 29 septembre 2020 et le 4 octobre 2019. Cette dette est classée comme dette courante.

OBLIGATIONS LOCATIVES

Les obligations locatives sont liées à l'équipement de production, aux bâtiments et au matériel roulant. Les paiements de location futurs minimaux sont les suivants :

	Moins de 1 an \$	1 à 5 ans \$	5 ans et plus \$	Total \$
Paiements de location futurs minimaux	2 325 950	6 907 606	4 098 756	13 332 312
Moins : charge d'intérêts sur obligations locatives	(486 708)	(1 320 419)	(389 310)	(2 196 437)
Total	1 839 242	5 587 187	3 709 446	11 135 875



12. OBLIGATIONS LIÉES AUX AVANTAGES DU PERSONNEL

Régimes de retraite à prestations déterminées

La Société offre un régime de retraite à prestations déterminées à certains de ses employés non canadiens.

Les employés sont admissibles à ce régime à certaines conditions. Selon l'âge, le salaire et les fonds de retraite applicables, les cotisations ordinaires sont prélevées directement sur le salaire, en tant que pourcentage. La Société verse entre 50 % et 60 % à titre de contribution ordinaire pour les employés. **Si le fonds est déficitaire au sens de la loi suisse, la fondation collective, responsable de la gestion du fonds, pourrait éventuellement demander une contribution égale de l'employeur, des salariés et des retraités, ce qui crée une obligation actuarielle selon IAS 19 même si la sortie de ressources économiques n'est pas probable.**

La situation de capitalisation des prestations et les montants comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière étaient les suivants :

	2020 \$	2019 \$
Actifs du régime à la juste valeur	4 959 461	2 914 695
Passifs au titre des prestations déterminées	(6 269 925)	(3 785 024)
Déficit des prestations de retraite	(1 310 464)	(870 329)

Le montant de l'effet plafond des actifs et de l'exigence de financement minimum s'élevait à néant [2019 – néant].

Les variations de la juste valeur des passifs au titre des prestations déterminées étaient les suivantes :

	2020 \$	2019 \$
Solde au début de l'exercice	3 785 024	2 998 646
Cotisations des participants	190 066	176 048
Prestations versées (déposées)	929 169	(29 423)
<i>Éléments du résultat net</i>		
Coût des services rendus courants	297 673	222 592
Coût des services rendus antérieurs	–	69 151
Charge d'intérêts	19 117	32 083
Frais d'administration	2 036	1 512
	318 826	325 338
<i>Autres éléments du résultat global</i>		
Perte actuarielle	760 965	289 578
Écart de change	285 875	24 837
	1 046 840	314 415
Passifs au titre des prestations déterminées	6 269 925	3 785 024

La valeur actualisée des passifs au titre de prestations déterminées peut être reflétée de la façon suivante :

	2020 %	2019 %
Participants actifs du régime	74 %	100 %
Participants touchant des prestations	26 %	–

Les variations de la juste valeur des actifs du régime étaient les suivants :

	2020 \$	2019 \$
Solde au début de l'exercice	2 914 695	2 216 356
Cotisations de l'employeur	205 804	193 646
Cotisations des participants	190 066	176 048
Prestations déposées (payées)	929 169	(29 423)
<i>Éléments du résultat net</i>		
Revenus d'intérêts sur les actifs du régime	15 188	24 050
<i>Éléments du résultat global</i>		
Rendement des actifs du régime	484 264	315 532
Écart de change	220 275	18 486
	704 539	334 018
Actifs du régime à la juste valeur	4 959 461	2 914 695

Pour l'exercice clos le 30 juin 2020, le coût des services s'est élevé à 297 673 \$ [2019 - 222 592 \$]. Le montant total des paiements en trésorerie au titre des avantages du personnel, consistant en trésorerie versée par la Société à son régime de retraite, s'est élevé à 205 804 \$ [2019 - 193 646 \$]. La Société estime contribuer à hauteur de 216 874 \$ au régime à prestations déterminées au cours du prochain exercice financier.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation et la charge au titre des avantages de retraite de la Société étaient les suivantes :

	2020	2019
Taux d'actualisation	0,4 %	0,4 %
Augmentation salariale	1,0 %	1,0 %
Taux d'augmentation des revenus admissibles	0 %	0 %
Inflation	1,0 %	1,0 %
Intérêts à long terme sur les comptes de retraite	0,5 %	0,4 %
Décroissement de la mortalité et taux de roulement	Tableau BVG / LPP 2015 GT	Tableau BVG / LPP 2015 GT
Décroissement d'invalidité	Tableau 85 % BVG / LPP 2015 GT	Tableau 85 % BVG / LPP 2015 GT
Retraite	100 % à l'âge de retraite régulier	100 % à l'âge de retraite régulier

Pour déterminer le taux d'actualisation le plus approprié, la direction prend en compte les taux d'intérêt des obligations de grande qualité émises par des entités exerçant leurs activités en Suisse, dont les flux de trésorerie correspondent au moment et au montant des versements de prestations attendus. Le taux de mortalité et d'invalidité est basé sur le taux disponible en Suisse pour les régimes de retraite privés. La Société a choisi l'augmentation de salaire et les taux de rotation pour refléter sa situation particulière.

Une variation de 0,25 % des hypothèses actuarielles importantes ci-dessous aurait les effets suivants sur l'obligation au titre des prestations déterminées, toutes les autres hypothèses actuarielles demeurant égales :

	Hausse de 0,25 % \$	Baisse de 0,25 % \$
Taux d'actualisation	(267 289)	286 122
Augmentation salariale	43 231	(41 557)

13. CAPITAUX PROPRES**a) Capital-actions et débetures convertibles****Autorisé et en circulation**

Un nombre illimité d'actions ordinaires de catégorie A, sans valeur nominale, qui confèrent à chaque actionnaire le droit de voter à toute assemblée des actionnaires, de recevoir des dividendes déclarés par la Société sur celle-ci et de partager la propriété résiduelle lors de la dissolution de la Société.

Les actions émises et en circulation sont détaillées comme suit :

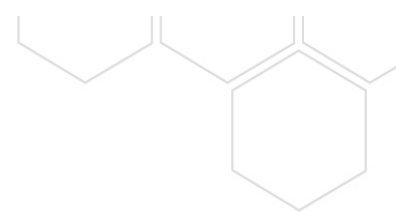
	Nombre d'actions	\$
Solde au 1^{er} juillet 2018	88 526 285	23 502 555
Émission d'actions relative à l'acquisition de Sigma [Note 4]	5 091 707	8 197 648
Émission d'actions dans le cadre d'un placement privé en janvier 2019	16 144 800	20 367 000
Exercice d'options d'achat d'actions	13 333	8 801
Exercice de bons de souscription et de bons de souscription des courtiers	1 854 034	1 369 385
Solde au 30 juin 2019	111 630 159	53 445 389
Émission d'actions dans le cadre d'un placement privé en avril 2020	19 230 800	24 300 029
Exercice de bons de souscription et de bons de souscription des courtiers	9 365 651	7 091 727
Solde au 30 juin 2020	140 226 610	84 837 145

Le 3 avril 2020, la Société a mené à terme un financement par placement privé avec courtier visant 19 230 800 actions ordinaires au prix de 1,30 \$ par action pour un produit brut de 25 000 040 \$. Le total des coûts de transaction liés à l'émission, y compris la commission, d'un montant total de 700 011 \$ payé en trésorerie, a été comptabilisé en réduction du capital-actions.

Le 11 janvier 2019, la Société a réalisé un financement par placement privé avec courtier visant 16 144 800 actions ordinaires au prix de 1,30 \$ par action ordinaire pour un produit brut de 20 988 240 \$ et un financement par placement privé visant 10 000 000 \$ de débetures convertibles subordonnées non garanties (« débetures ») échéant le 31 décembre 2023 (« date d'échéance »), portant intérêt au taux de 8,00 %, payables semestriellement le dernier jour de juin et décembre de chaque année, à compter du 30 juin 2019. Les débetures sont convertibles au gré du porteur en actions ordinaires de la Société à un prix de conversion de 1,84 \$ l'action ordinaire (« prix de conversion »). La Société peut forcer la conversion de la totalité du capital des débetures en circulation et des intérêts courus (à la date de la conversion obligatoire) au prix de conversion avec un préavis écrit d'au plus 60 jours et d'au moins 40 jours si le prix moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires est supérieur à 3,00 \$ pendant 20 jours de transactions consécutifs. Sous réserve de certaines conditions, la Société peut également racheter les débetures en trésorerie, en totalité ou en partie, à tout moment avant la date d'échéance en payant une prime de 10 % sur le montant en capital des débetures. De plus, la Société peut choisir de s'acquitter de son obligation de payer les intérêts sur les débetures (i) en argent ou (ii) 75 % en argent et 25 % en actions ordinaires.

Le total des coûts de transaction liés à l'émission, y compris la commission, d'un montant total de 917 234 \$ payé en trésorerie, a été comptabilisé en réduction du capital-actions (621 240 \$) et des débetures convertibles (295 994 \$).

L'option de conversion attachée aux débetures est comptabilisée sous « Débetures convertibles – Options » dans la section Capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. La composante capitaux propres correspond à la contrepartie reçue, diminuée de la juste valeur du passif financier au moment de l'émission. La composante passif, qui est comptabilisée au coût amorti, est comptabilisée sous « Débetures convertibles – Prêt » dans la section Passif de l'état consolidé de la situation financière pour un montant net lors de la comptabilisation initiale de 7 464 006 \$, y compris les coûts de transaction, et a été calculée selon un taux d'actualisation de 15 %.



b) Bons de souscription et bons de souscription des courtiers

Le tableau suivant résume l'évolution du nombre de bons de souscription en circulation pour l'exercice clos le 30 juin :

	2020		2019	
	Nombre de bons de souscriptions et de bons de souscription des courtiers	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)	Nombre de bons de souscriptions et de bons de souscription des courtiers	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
Solde au 1^{er} juillet	12 684 935	1,10	14 538 969	1,04
Exercice de bons de souscription	(8 909 994)	0,70	(1 579 034)	0,70
Exercice de bons de souscription des courtiers	(455 657)	0,45	(275 000)	0,45
Expiration de bons de souscription	(3 319 284)	2,23	–	–
Solde au 30 juin	–	–	12 684 935	1,10

Pour l'exercice clos le 30 juin 2020, 8 909 994 bons de souscription ont été exercés, pour un produit de 6 236 996 \$ et un transfert de la réserve au capital-actions de 590 635 \$. Le cours moyen pondéré de l'action à la date d'exercice des bons de souscription était de 1,42 \$.

Pour l'exercice clos le 30 juin 2020, 455 657 bons de souscription de courtiers ont été exercés, pour un produit de 205 045 \$ et un transfert de la réserve au capital-actions de 59 051 \$. Le cours moyen pondéré de l'action à la date d'exercice des bons de souscription était de 1,39 \$.

Pour l'exercice clos le 30 juin 2019, 1 579 034 bons de souscription ont été exercés, pour un produit de 1 105 323 \$ et à un transfert de la réserve au capital-actions de 104 673 \$. Le cours moyen pondéré de l'action à la date d'exercice des bons de souscription était de 1,34 \$.

Pour l'exercice clos le 30 juin 2019, 275 000 bons de souscription de courtiers ont été exercés, pour un produit de 123 750 \$ et un transfert de la réserve au capital-actions de 35 639 \$. Le cours moyen pondéré de l'action à la date d'exercice des bons de souscription était de 1,21 \$.

Au 30 juin 2020, aucun bon de souscription n'était en circulation.

c) Options d'achat d'actions

Le régime incitatif d'options d'achat d'actions permet à la Société d'accorder aux employés, administrateurs, dirigeants et consultants des options d'achat d'actions de la Société. Le régime est fixe et compte un maximum de 8 000 000 options d'achat d'actions. Les modalités de chaque option octroyée dans le cadre du régime, y compris le calendrier d'acquisition des droits et la date d'expiration, seront déterminées par le Conseil d'administration. Le prix d'exercice de toute option d'achat d'actions sera déterminé par le Conseil d'administration et ne sera pas inférieur au prix du marché des actions ordinaires sous-jacentes au moment de l'attribution.

Le tableau suivant résume l'évolution du nombre d'options d'achat d'actions en circulation pour l'exercice clos le 30 juin :

	2020		2019	
	Nombre	Prix moyen d'exercice pondéré (\$)	Nombre	Prix moyen d'exercice pondéré (\$)
Solde au 1^{er} juillet	3 767 133	1,16	1 330 466	0,84
Options attribuées aux dirigeants, administrateurs et employés	150 000	1,39	2 550 000	1,35
Options exercées	-	-	(13 333)	0,45
Options renoncées	-	-	(66 667)	1,75
Options expirées	-	-	(33 333)	1,75
Solde au 30 juin	3 917 133	1,17	3 767 133	1,16
Options exerçables au 30 juin	2 904 635	1,11	1 643 801	1,02

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2020, 150 000 options ont été attribuées. Ces options ont un prix d'exercice de 1,39 \$ et sont assorties d'une période d'acquisition des droits de deux ans et d'une date d'expiration de 5 ans à compter de la date d'attribution. Le prix d'exercice est basé sur le cours de l'action la veille de l'octroi.

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2019, 2 550 000 options ont été attribuées. Ces options ont un prix d'exercice entre 1,22 \$ et 1,41 \$ et sont assorties d'une période d'acquisition de deux ans et d'une date d'expiration de 5 ans à compter de la date d'attribution. Le prix d'exercice est basé sur le cours de l'action la veille de l'attribution.

Pour l'exercice clos le 30 juin 2019, 13 333 options ont été exercées, pour un produit de 6 003 \$ et un transfert de la réserve au capital-actions de 2 798 \$. Le cours moyen pondéré de l'action à la date d'exercice des options était de 1,35 \$.

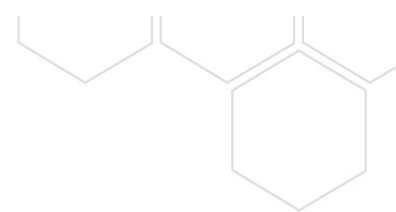
Au 30 juin 2020, les options d'achat d'actions émises et en circulation par fourchette de prix d'exercice sont les suivantes :

Fourchette de prix exercice	Options en circulation			Options exerçables	
	Durée contractuelle restante (en années)	Nombre en circulation	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre en circulation	Prix d'exercice moyen pondéré
0,45 \$	1,91	917 133	0,45 \$	917 133	0,45 \$
1,22 \$ - 1,80 \$	3,51	3 000 000	1,39 \$	1 987 502	1,41 \$

La juste valeur des options attribuées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes. Les données moyennes pondérées dans le modèle et les justes valeurs à la date d'attribution qui en résultent étaient les suivantes :

	Volatilité	Taux d'intérêt sans risque	Durée de vie attendue (mois)	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution (\$)
Pour l'exercice clos le 30 juin 2020				
Options attribuées	49,06 %	1,39 %	60	0,61
Pour l'exercice clos le 30 juin 2019				
Options attribuées	45,90 %	1,88 %	60	0,57

La volatilité attendue a été estimée en comparant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. Il n'y a pas de rendement en dividendes attendu.



14. REVENUS ET CHARGES

Le tableau suivant résume le détail des revenus pour l'exercice clos le 30 juin :

	2020 \$	2019 \$
Vente de produits fabriqués	54 327 143	64 412 181
Revenus de contrats de fabrication d'outillages	7 875 185	4 287 877
Total des revenus de clients	62 202 328	68 700 058
Aide financière gouvernementale	2 778 907	730 634
Autres revenus	169 771	90 378
Total des autres revenus	2 948 678	821 012
	65 151 006	69 521 070

L'aide financière gouvernementale consiste en subventions reçues principalement de la Subvention salariale d'urgence du Canada et de TDDC.

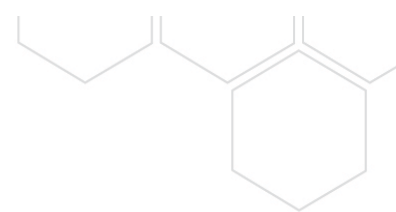
Le tableau suivant résume le détail du coût des marchandises vendues, des frais de recherche et développement et des frais généraux, de vente et d'administration par nature pour l'exercice clos le 30 juin :

	2020 \$	2019 \$
Salaires, charges sociales et avantages du personnel	23 286 627	26 083 516
Matériaux et sous-traitance	31 726 303	34 723 133
Réparations et entretien	1 873 346	1 470 845
Honoraires professionnels	2 148 345	2 735 042
Autres charges d'exploitation	7 665 119	8 361 869
	66 699 740	73 374 405

15. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le rapprochement des taux d'imposition effectifs est le suivant :

	2020 \$	2019 \$
Taux d'imposition prévu par la loi	26,50 %	26,50 %
Résultat avant impôt pour l'exercice	8 598 622	10 830 749
Recouvrement d'impôt au taux prévu par la loi	2 278 635	2 870 148
Augmentation (diminution) résultant de :		
Différences permanentes	(238 414)	(203 832)
Effet des écarts de taux d'imposition étrangers	-	2 720
Incidence fiscale du coût de transaction des capitaux propres déductible	185 503	243 067
Incidence fiscale des différences temporaires et pertes fiscales non comptabilisées	(1 726 556)	(2 957 710)
Différences dans les changements de taux d'imposition	(3 286)	(2 222)
Autres	(170 060)	275 213
Recouvrement d'impôt net	325 822	227 384



Un actif d'impôt différé n'a pas été constaté à ce stade du développement de la Société, car il n'est pas possible de déterminer si la Société disposera d'un bénéfice imposable pour lequel elle pourra utiliser l'actif d'impôt différé. Aux 30 juin 2020 et 2019, les éléments significatifs des différences temporaires déductibles non comptabilisées nettes de la Société pour lesquelles aucun impôt différé n'a été constaté sont les suivants :

	2020 \$	2019 \$
Immobilisations corporelles	76 585	145 418
Coût de transaction d'émission d'actions	526 209	588 804
Pertes d'exploitation différées	5 823 094	4 677 163
Recherche et développement	236 506	191 916
Autres actifs	81 072	22 204
Total de l'actif d'impôt différé	6 743 466	5 625 505

Aux 30 juin 2020 et 2019, les immobilisations corporelles étaient une composante importante du passif d'impôt différé de la Société.

Au 30 juin 2020, les dates d'expiration des pertes disponibles au Canada pour réduire le revenu imposable d'exercices futurs sont les suivantes :

	Fédéral \$	Provincial \$
2040	7 812 788	10 201 054
2039	8 198 295	10 222 979
2038	3 558 075	3 585 145
2037	1 860 519	1 949 118
2036	909 168	851 536
2035	631 373	802 180
2034	945 418	933 933
2033	1 671 709	1 679 453
2032	126 289	134 806
2031	762 514	762 514
2030	3 475 842	3 648 119
2029	746 413	867 748
2028	62 077	62 042
2027	4 756	2 408
Total	35 765 237	35 703 036

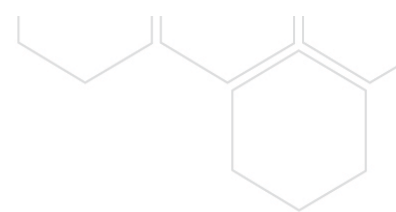
Au 30 juin 2020, la Société avait également 819 527 \$ de pertes accumulées en Suisse.

Au 30 juin 2020, la Société avait également 482 732 \$ de pertes en capital nettes qui peuvent être déduites des gains en capital imposables futurs et avait accumulé des crédits d'impôt fédéraux pour la RS&DE non remboursables d'environ 249 477 \$ qui peuvent être utilisés pour réduire le revenu imposable futur, et qui commenceront à expirer à partir de 2033.

16. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées suivantes ont eu lieu avec Martinrea International Inc., un actionnaire de la Société ayant une influence notable :

- Exercice de 2 750 000 bons de souscription pour un montant de 1 925 000 \$.
- Participation au financement par placement privé finalisé le 3 avril 2020 de 3 846 154 actions pour un montant de 5 000 000 \$ (note 13) [2019 – participation au financement par placement privé finalisé le 11 janvier 2019 de 11 538 000 actions pour un montant de 14 999 400 \$].



Les transactions entre parties liées suivantes ont eu lieu avec Mason Graphite Inc., actionnaire de la Société ayant une influence notable jusqu'au 9 septembre 2019 :

- Exercice de 1 111 111 bons de souscription pour un montant de 777 778 \$

La rémunération des administrateurs et des principaux dirigeants au cours de l'exercice était la suivante :

	2020	2019
	\$	\$
Honoraires de consultation, salaires et charges sociales	1 651 070	1 593 385
Jetons de présence	201 901	158 983
Rémunération fondée sur des actions – membres de la direction	388 494	493 352
Rémunération fondée sur des actions – membres du Conseil d'administration	106 955	159 355
	2 348 420	2 405 075

Les principaux dirigeants ont également participé au financement par placement privé finalisé le 3 avril 2020 de 217 239 actions pour un montant de 282 411 \$.

Conformément à IAS 24 *Information relative aux parties liées*, les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Société directement ou indirectement, y compris les administrateurs (exécutifs et non exécutifs) de la Société.

Les principaux dirigeants sont assujettis à des contrats de travail qui prévoient, en cas de licenciement sans motif, des paiements aux normes du marché correspondant au salaire de base d'une période allant de quatre à dix-huit mois. Les engagements minimaux en vertu de ces accords sont d'environ 1 324 000 \$. Ces ententes exigent que des paiements minimaux supplémentaires d'environ 2 013 000 \$ soient effectués lorsque certains événements, comme un changement de contrôle, surviennent. Aucun événement déclencheur n'ayant eu lieu, les paiements conditionnels n'ont pas été reflétés dans ces états financiers consolidés.

17. ENGAGEMENTS

La Société s'est engagée à acheter des matières premières de certains fournisseurs d'ici 2 ans pour un montant de 489 400 \$.

La Société s'est également engagée à acheter des équipements pour un montant total de 2 270 037 \$ pour la construction de la ligne d'extrusion de l'usine de graphène et pour un montant de 1 445 300 \$ pour l'achat d'une nouvelle presse, dont des montants respectifs de 389 180 \$ et 704 984 \$ ont été payés et inclus dans les états consolidés de la situation financière au poste Dépôts sur équipement au 30 juin 2020.

Au 30 juin 2020, la Société détenait des options pour un minimum de 5,4 millions de dollars américains et un maximum de 7,9 millions de dollars américains, selon le taux de change de ces contrats dérivés. Les taux varient de 1,3000 à 1,3950. Les contrats sont en vigueur jusqu'en août 2021. La valeur comptable des contrats de change à terme sur devises est incluse dans les Fournisseurs et charges à payer.

18. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les expositions aux risques de la Société et leur incidence sur les instruments financiers de celle-ci sont résumées ci-dessous.

Risque sur la juste valeur

Les IFRS exigent que la Société fournisse des informations sur la juste valeur de ses actifs et passifs financiers. Les estimations de la juste valeur sont faites sur la base d'informations pertinentes sur le marché et d'informations sur l'instrument financier. La Société est exposée à divers risques financiers résultant de ses activités. Ces estimations sont de nature subjective et comportent des incertitudes sur des questions importantes de jugement et ne peuvent donc pas être déterminées avec précision. Des changements d'hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur ces estimations.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation suivantes ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- (i) La juste valeur de ses actifs et passifs financiers à court terme, y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les comptes clients et autres créances, les emprunts bancaires et les fournisseurs et charges à payer, se rapprochent de leur valeur comptable en raison des échéances à court terme de ces instruments;
- (ii) La juste valeur de la dette à long terme et des débentures convertibles est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt actuel pour les instruments ayant des conditions similaires et des échéances futures. La juste valeur du contrat de change à terme dérivé est estimée sur la base de la valeur de marché. La Société a classé l'évaluation de la juste valeur au niveau 2, car elle repose sur des données de marché observables.

Les valeurs comptables et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, étaient les suivantes aux 30 juin 2020 et 2019 :

	Au 30 juin 2020		Au 30 juin 2019	
	Valeur comptable \$	Juste valeur \$	Valeur comptable \$	Juste valeur \$
Actifs financiers au coût amorti				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 796 686	33 796 686	27 819 140	27 819 140
Comptes clients et autres créances	7 428 580	7 428 580	13 967 254	13 967 254
Total	41 225 266	41 225 266	41 786 394	41 786 394
Passifs financiers au coût amorti				
Emprunts bancaires	2 152 568	2 152 568	1 339 480	1 339 480
Dettes fournisseurs et charges à payer	8 352 465	8 352 465	13 143 660	13 143 660
Dette à long terme	26 680 697	26 680 697	24 862 997	24 862 997
Débentures convertibles – Prêt	8 156 305	8 156 305	7 703 414	7 703 414
Juste valeur par le biais du résultat net				
Contrat de change à terme dérivé	211 373	211 373	93 909	93 909
Total	45 553 408	45 553 408	47 143 460	47 143 460

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie ne remplisse pas ses obligations en vertu d'un contrat et, par conséquent, que cela crée une perte financière pour la Société. La Société a une politique de crédit qui définit les pratiques de crédit courantes. Cette politique exige que tous les nouveaux comptes de clients soient examinés avant d'être approuvés et établit le montant maximum d'exposition au crédit par client. La solvabilité et la santé financière du client sont surveillées en permanence. Au 30 juin 2020, trois clients représentaient 42 % des créances clients [2019 - trois clients représentaient 37 %]. En 2020, deux clients représentaient 37 % des ventes [2019 - trois clients représentaient 59 %].

La Société établit une provision pour créances douteuses telle que déterminée par la direction en fonction de son évaluation du recouvrement; par conséquent, la valeur comptable des créances représente généralement le risque de crédit maximal. Au 30 juin 2020, la Société avait une provision pour créances douteuses de 377 742 \$ [43 223 \$ en 2019]. La provision pour créances douteuses, le cas échéant, est incluse dans les états consolidés du résultat net et du résultat global.

La grande partie de la trésorerie de la Société est détenue dans des comptes auprès de banques canadiennes. La direction estime que la concentration du risque de crédit à l'égard de ces instruments financiers est faible.

Risque de liquidité

L'approche de la Société en matière de gestion du risque de liquidité consiste à s'assurer qu'elle disposera de liquidités suffisantes pour s'acquitter de ses obligations à leur échéance. Les fournisseurs et charges à payer de la Société ont des échéances contractuelles de moins de 60 jours et sont assujettis aux conditions commerciales normales. La dette à long terme a des échéances allant de 4 à 8 ans. La Société évalue régulièrement sa situation de trésorerie pour assurer la préservation et la sécurité du capital et maintenir la liquidité.

Au 30 juin 2020, la direction estimait que les fonds disponibles étaient suffisants pour respecter les obligations de la Société et régler les dépenses nettes prévues jusqu'au 30 juin 2021 au moins.

La Société a également fourni un cautionnement et une subordination illimités sur la dette à long terme et les emprunts bancaires de ses filiales.

Le tableau suivant reflète l'échéance contractuelle des passifs financiers de la Société au 30 juin 2020 (paiements en capital et intérêts) :

	Valeur comptable	1 an	2-3 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Emprunts bancaires	2 152 568	2 152 568	–	–	–	2 152 568
Dettes fournisseurs et charges à payer	8 352 465	8 352 465	–	–	–	8 352 465
Dette à long terme	26 680 697	4 864 580	11 534 748	6 967 458	8 018 948	31 385 734
Débiteures convertibles – Prêt	8 156 305	800 000	1 600 000	10 400 000	–	12 800 000
Total	45 342 035	16 169 613	13 134 748	17 367 458	8 018 948	54 690 767

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition aux fluctuations du risque de taux d'intérêt en veillant à ce qu'une partie raisonnable de sa dette à long terme soit à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt sur ses emprunts bancaires et sa dette à long terme, qui portent intérêt à taux variable. Sur la base des soldes impayés au 30 juin 2020, une augmentation (diminution) de 1 % des taux d'intérêt augmenterait (diminuerait) la perte nette consolidée de la Société de 66 810 \$ sur une période de 12 mois.

La plupart des soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société ne portent pas intérêt. L'exposition aux variations des revenus d'intérêts est limitée en raison du risque de taux d'intérêt.

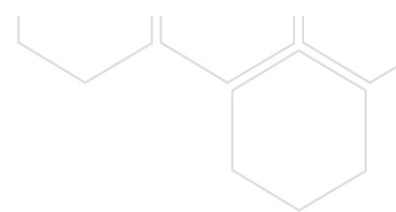
Les dettes fournisseurs et charges à payer de la Société ne portent pas intérêt.

Risque de taux de change

La Société est exposée au risque de change, principalement en raison du fait que deux de ses filiales sont situées en Suisse et que les ventes sont réalisées en dollars américains.

Exprimés en dollars canadiens, les actifs et les passifs financiers de la Société et de ses filiales libellés dans des devises autres que la monnaie de présentation des états financiers consolidés au 30 juin 2020 sont résumés dans les tableaux suivants :

	Euro	Franc suisse	Dollar US	Total
	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	919 302	213 319	3 306 611	4 439 232
Créances et actifs sur contrat	896 375	191 369	4 927 932	6 015 676
Emprunts bancaires	–	(1 152 568)	–	(1 152 568)
Fournisseurs et charges à payer	(303 104)	(1 005 934)	(2 591 317)	(3 900 355)
Dette à long terme	–	(2 917 170)	–	(2 917 170)
Total	1 512 573	(4 670 984)	5 643 226	2 484 815



Au 30 juin 2019 :

	Euro \$	Franc suisse \$	Dollar US \$	Total \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	162 741	192 033	1 292 779	1 647 553
Créances et actifs sur contrat	1 104 637	586 198	7 692 320	9 383 155
Emprunts bancaires	–	(1 339 480)	–	(1 339 480)
Fournisseurs et charges à payer	(272 833)	(1 523 250)	(3 947 638)	(5 743 721)
Dette à long terme	–	(2 681 487)	–	(2 681 487)
Total	994 545	(4 765 986)	5 037 461	1 266 020

Pour l'exercice clos le 30 juin 2020, une variation de 3 % du dollar canadien par rapport aux autres devises, en supposant que toutes les autres variables étaient demeurées inchangées, aurait entraîné une augmentation ou une diminution nette de 57 169 \$ [2019 – 469 140 \$] aux états consolidés du résultat net et au résultat global de la Société. La Société a couvert son exposition aux fluctuations de change du dollar américain, mais n'applique pas la comptabilité de couverture telle que définie dans IFRS 9.

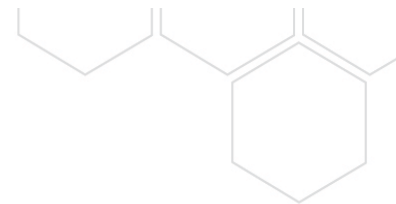
19. INFORMATION SECTORIELLE

Notre Décideur en chef de l'Exploitation analyse les informations de la Société dans son ensemble sur une base consolidée uniquement et, à ce titre, la Société a déterminé qu'elle n'a qu'un seul secteur opérationnel. Les revenus sont générés par nos activités au Canada et en Suisse, et toutes les ventes de produits proviennent de produits de plastique enrichis et de produits de composite.

	2020 \$	2019 \$
Revenus *		
États-Unis	34 564 169	36 525 694
Canada	23 529 710	24 742 890
France	3 744 801	3 633 679
Suisse	1 784 099	2 722 107
Autres	1 528 227	1 896 700
Total	65 151 006	69 521 070

* Les revenus sont attribués aux pays en fonction de la localisation des clients.

	2020 \$	2019 \$
Actifs à long terme		
Canada	55 116 820	35 417 980
Suisse	3 182 088	3 566 074
États-Unis	2 618 375	2 476 947
Total	60 917 283	41 461 001



20. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 11 septembre 2020, par l'intermédiaire de sa filiale indirecte entièrement détenue, RMC Advanced Technologies Inc., la Société a acquis la quasi-totalité des actifs de CSP Composites, LLC, Continental Structural Plastics, Inc. et Continental Structural Plastics of North Carolina, Inc. (collectivement, « CSP ») utilisés dans le cadre de ses solutions de produits de composite légers et de ses activités importantes menées au 1400 Burris Road, Newton, Caroline du Nord, pour un prix d'achat total de 3 500 000 \$ US. Le prix d'achat total est basé sur une valeur des stocks de 900 000 \$ US et sera ajusté, à raison de un dollar pour un dollar, en fonction de la valeur des stocks à la date de clôture. Cette acquisition a été conclue afin d'étendre les activités de la Société aux États-Unis.

CSP emploie près de trente personnes et exerce ses activités principalement dans le marché des produits de composite pour le transport lourd et la machinerie. Elle vend ses produits à des fabricants d'équipement d'origine et des distributeurs aux États-Unis, au Canada et en Amérique du Sud.

Cette transaction sera financée à même les liquidités disponibles de la Société. Le prix d'achat est payable en deux versements :

- (i) 1 750 000 \$ US [2 303 450 \$] à la date de clôture;
- (ii) 1 750 000 \$ US [2 303 450 \$] 12 mois après la date de clôture (plus ou moins tout ajustement des stocks à la hausse ou à la baisse, selon le cas).

Cette transaction constitue un regroupement d'entreprises et sera comptabilisée selon la méthode de l'acquisition conformément à IFRS 3 *Regroupement d'entreprises*. Pour comptabiliser la transaction, la Société a effectué une évaluation d'entreprise préliminaire de CSP à la date d'acquisition et une répartition provisoire du prix d'achat. Au moment de la publication des présents états financiers consolidés, certains aspects de la valorisation et de la répartition du prix d'achat n'étaient pas finalisés en raison de l'indisponibilité de certaines informations. Les travaux seront achevés dans les 12 mois suivant la date d'acquisition, au plus tard.

	<u>\$ US</u>
Actifs nets identifiables acquis :	
Stocks	900 000
Immobilisations corporelles	2 600 000
Contrepartie totale	<u>3 500 000</u>
Les sorties de trésorerie liées à l'acquisition sont les suivantes :	
Contrepartie versée en trésorerie	3 500 000
Flux de trésorerie nets de l'acquisition	<u>3 500 000</u>